

Anti-inflation—Loi

émisaires. Il y a bien des raisons à cela, et si les dirigeants cherchent à unir tout le pays contre ce groupe, c'est qu'ils espèrent ainsi obtenir le soutien du pays en faveur d'un programme impraticable.

Personne n'ignore à la Chambre que le gouvernement n'avait nullement l'intention de réglementer les salaires et les prix, mais que le départ de l'ex-ministre des Finances a tout déclenché. En effet, une véritable panique s'ensuivit et le caucus et le cabinet s'unirent pour réclamer des mesures répondant aux aspirations déjà anciennes de la Fonction publique. Je vous dit cela, monsieur l'Orateur, dans l'espoir de démasquer le véritable ennemi. Il y a au Canada des personnes qui veulent un système permanent de planification et de contrôle.

Quatrièmement, je n'aime pas le bill C-73 parce qu'il se fonde sur des notions économiques rudimentaires. Bien des études, menées par des personnes beaucoup plus érudites que moi, et rédigées en des termes très compliqués, révèlent que sur une inflation des prix de, disons, 5 p. 100, les gouvernements reçoivent bien plus que ce taux. Selon une étude, de 13 p. 100 reviennent au gouvernement lorsque les prix augmentent de 5 p. 100. Ainsi, sur un taux d'inflation de 12 p. 100, un tiers environ revient au gouvernement. Si l'on ne tient pas compte d'un changement majeur du niveau de l'impôt, les caisses du gouvernement depuis trois ou quatre ans, se sont énormément renflouées. Il est facile de comprendre pourquoi les gouvernements sont intéressés dans l'inflation; ils l'apprécient, parce qu'elle leur rapporte plus de fonds, ce qui leur permet de mettre sur pied de nouveaux programmes.

Même si le gouvernement a accepté le principe de l'indexation et l'a appliqué en partie, certaines études publiées indiquent que c'est lui le grand bénéficiaire de l'inflation. Il ne s'agit pas seulement des fonctionnaires qui croient profondément au principe d'une économie planifiée; nous devrions aussi nous souvenir que les gouvernements, qui se composent d'êtres humains, veulent obtenir le maximum d'argent. Ils ne veulent pas lutter contre l'inflation parce que c'est eux qui en profitent le plus. Voilà le point que je voulais faire ressortir.

Je ne pense pas qu'il soit juste de condamner ce programme en raison de ses défauts, sans proposer une solution de rechange qui soit réaliste et sensée. Je l'ai déjà fait, et je tiens à le refaire. Il existe un véritable programme de lutte contre l'inflation, et il n'a rien de nouveau. Si l'on demandait à des personnes raisonnables d'énumérer les causes de l'inflation à notre époque, il me semble que la majorité d'entre elles mettraient au premier plan les dépenses du gouvernement. J'ai lu les discours de trois ou quatre orateurs, et le chef de l'opposition a maintes fois exprimé cette idée.

Quand je parle des coûts du gouvernement, je ne veux pas laisser l'impression que tout ce qu'on peut faire c'est couper sur des choses comme la piscine du premier ministre. C'est simplement effleurer le problème. Je parle du fait que 70 p. 100 à 80 p. 100 des dépenses du gouvernement fédéral sont inaltérables; je pense qu'elles sont dites statutaires. Personne n'a essayé de voir comment nous allons régler le cas de ces politiques ouvertes qui augmentent le fardeau fiscal de la population pour alimenter ces caisses qui croissent et croissent.

Quand je parle d'un vrai programme contre l'inflation pour enrayer la hausse des coûts du gouvernement, je ne songe pas au 20 p. 100 à 30 p. 100 qu'on peut rogner ici et là. Je pense aux problèmes fondamentaux. Je ne parle pas d'insérer des facteurs désincitants dans ces programmes; je dis qu'on a réuni assez de connaissances au cours des 30

dernières années pour changer la philosophie de ces programmes et, par des attitudes positives et dynamiques, en réduire les coûts par rapport à ce qu'ils sont aujourd'hui, et sans supprimer un seul service que veut la population.

Il s'adonne que je sais qu'on a fait une proposition dans ce sens en 1948, il y a bien longtemps, mais aucun gouvernement n'y a donné suite. Je dis qu'il est à peu près temps que nous commençons à réévaluer la philosophie fondamentale des programmes statutaires qui sont en vigueur et que les gens veulent. Je suis prêt en tout temps à exposer ces programmes en détail, avec les preuves quantitatives à l'appui, pour montrer qu'ils peuvent et vont marcher. Autrement dit, les coûts du gouvernement sont l'objectif numéro un.

Quand notre parti a présenté un amendement au comité pour que le gouvernement limite à environ 10 p. 100 l'accroissement de ses dépenses, comme il le fait dans le cas des particuliers canadiens, le gouvernement a refusé l'amendement. C'est une preuve concluante que le gouvernement n'entend pas s'appliquer le même genre de contrôles que ceux qu'il applique au travailleur. Le fait qu'il ait refusé cet amendement a convaincu l'opposition conservatrice qu'il n'avait nullement l'intention de chercher sincèrement à juguler l'inflation. Comme le gouvernement est le grand coupable dans cette marée montante de l'inflation, à moins qu'il agisse, l'inflation continuera.

J'aurais aimé que l'amendement aille plus loin et limite le revenu du gouvernement à 10 p. 100. Ce serait la meilleure garantie que les dépenses seraient abaissées.

• (1800)

Le deuxième point dans un véritable programme de lutte contre l'inflation est la question des taux d'intérêt et une fois encore le chef de l'opposition l'a mentionné dans ses discours. Permettez-moi d'assurer à nouveau à la Chambre qu'il y a des moyens positifs d'y parvenir. Ces chiffres ne sont pas nouveaux ni précis mais ils sont exacts. Quand on achète une maison aujourd'hui avec une hypothèque de \$50,000, ce qui n'est pas inusité dans nos grandes villes, à 12 p. 100 pour 30 ans, avant d'avoir fini de payer cette maison, on aura versé plus de \$250,000. On aura payé des intérêts de \$150,000 sur une maison de \$50,000.

J'ai déjà dit à la Chambre qu'à la façon dont nous finançons l'exploitation des sables bitumineux d'Alberta, en vertu d'une coopération entre les gouvernements fédéral, ontarien et albertain et l'industrie privée, la production pétrolière coûte \$11 le baril. Si nous adoptions la méthode traditionnelle de financement, vieille de milliers d'années, nous pourrions réduire le coût à \$3 le baril. Environ \$8 le baril vont en intérêts qui gonflent le prix à la consommation et forcent le travailleur à faire la grève pour obtenir les hausses de salaires qui lui permettront de faire face à ces dépenses.

Si nous voulons des taux d'intérêt moins élevés, il y a sûrement quelqu'un du parti ministériel qui peut imaginer une façon d'accélérer le remboursement d'une hypothèque domiciliaire. Celui qui remettrait une hypothèque de \$50,000 en dix ans ne paierait pas \$150,000 d'intérêts mais \$27,000. Il doit certainement y avoir un ministériel qui a assez d'influence et de détermination pour réclamer des fonctionnaires un programme de logement qui réduira les coûts pour ceux qui veulent devenir propriétaires. Il existe sûrement un moyen de réduire ces intérêts.